

Imre Papp

Économie coloniale de la France au 18^e siècle

Dans la conscience collective historique on n'a pas l'habitude de ranger la France des temps modernes parmi les grands colonisateurs. Au 16^e siècle, elle n'a pas fondé un empire aussi grand que l'Espagne et au 18^e aussi son empire colonial était moins considérable que celui de l'Angleterre. Tout ceci ne signifie pourtant pas qu'elle ne possédait pas un rôle et un poids à l'intérieur du système colonial. Le commerce colonial s'est intégré dans l'économie française, même si cette intégration n'était pas aussi forte que dans le cas de l'économie anglaise.¹

Bien que la France ait participé activement aux découvertes du 16^e siècle, elle n'a pas réussi à fonder des colonies. La grande époque de la colonisation précoce pour la France était la période du tournant des 16^e et 17^e siècles et celle du début du 18^e grâce au changement des conditions extérieures et intérieures également. L'Espagne a déjà dépassé le sommet de son pouvoir, tandis que la conquête coloniale des Français ne touchait pas l'intérêt de la Hollande et de l'Angleterre.² C'est pendant le 17^e siècle que la monarchie a façonné sa politique coloniale faisant partie intégrante d'une politique mercantile, en train de naître. Henri IV, Richelieu et Colbert ont découvert les opportunités offertes par le commerce colonial. Ils considéraient que la richesse d'un pays était tributaire de son commerce extérieur positif et de ses colonies. Ils espéraient avoir des produits provenant des colonies, inaccessibles dans le pays et dont l'exportation vers d'autres pays étrangers pouvait être source d'un profit commercial important. L'épanouissement de la politique coloniale s'est produit à la deuxième moitié du 17^e siècle, grâce à Colbert, avec le développement de la flotte française, avec le soutien des compagnies commerciales et avec la création d'une administration coloniale. Néanmoins, le transfert plus important de la population vers les colonies n'était pas suffisamment soutenu par le gouvernement à cause de l'idée d'un dépeuplement mal fondée. Il considérait que les colons sur place devaient assurer le fonctionnement des plantations, le bon déroulement du commerce et la défense de la colonie.³ Durant les 17-18^e siècles seulement environ 200 mille personnes se sont installées aux colonies ce qui est une quantité infime par rapport à l'Espagne ou à l'Angleterre. Les gouvernements n'ont pas pris en considération l'opinion des commerçants et fonctionnaires revenus des

¹ MEYER - TARRADE - REY-GOLDZEIGUER - THOBIE (1991): 14.

² PIQUET (1931): 16-17.

³ PLUCHON (1991): 58.

colonies selon laquelle il fallait peupler les colonies par des immigrants venus de la mère patrie pour civiliser le Nouveau Monde, pour créer une économie efficace et pour pouvoir lutter contre d'autres colons. Excepté les Antilles, la société française ne se sentait pas attirée par les colonies. Le nombre insuffisant des colons avait des conséquences fâcheuses surtout en Amérique du Nord durant la deuxième moitié du 18^e siècle où les colons anglais étaient en nombre considérablement supérieur par rapport aux Français.⁴

La colonie était aussi un corollaire du statut de grande puissance. De cet aspect, la France constituait une puissance coloniale, continentale bien particulière. Ayant cette position continentale, elle n'a jamais réussi à regrouper ses forces sur les mers au même degré que pouvait le faire son concurrent, l'Angleterre. Ses puissances rivales européennes se trouvaient sur les frontières terrestres, ainsi elle était toujours dans l'obligation d'y stationner une armée aux effectifs considérables. Elle était obligée de mener une politique sur deux fronts qui privilégiait la scène européenne par rapport aux mers et aux colonies. Ce fait, avec une économie moins développée, contribuait à ce que la France au 18^e siècle avait succombé dans la rivalité coloniale face à l'Angleterre.⁵

La direction principale de l'expansion coloniale était l'Amérique. En Amérique du Nord, le Canada et la Louisiane sont entrés dans possession française. Chacune de ces deux colonies disposait d'un territoire immense et de très peu de colons. Leur maintien demandait des efforts considérables de la part du gouvernement français. Parmi les îles fertiles, aptes à une économie de plantation d'Amérique Centrale (les Antilles) la partie ouest de Saint-Domingue, Martinique, Guadeloupe et onze petites îles sont devenues colonies françaises. En Amérique du Sud, c'est autour de la Guyane que les Français se sont implantés. En Afrique, ils n'avaient pas l'intention de conquérir des territoires, ils ne faisaient que construire des dépôts de commerce, des fortifications au rivage du Sénégal pour organiser le trafic des esclaves et servir le chemin menant aux Indes. Sur l'Océan Indien, Réunion (île Bourbon) et l'île Maurice sont devenues possession française dont la fonction, à côté de l'économie de plantation consistait à recevoir et à approvisionner des bateaux français en partance vers les Indes. Aux Indes, au 17^e siècle, la Compagnie Française des Indes Orientales ne faisait que développer des chantiers de commerce. En revanche, dans les années 1740, cette dernière a obtenu une influence sur une partie considérable de Dekkan.⁶

C'est d'après le modèle national que le gouvernement français a constitué les institutions coloniales. Ces colonies étaient placées sous la surveillance du

⁴ PLUCHON (1991): 80.

⁵ PIQUET (1931): 320-322.

⁶ Ibid, 320-322.

secrétaire d'État de la marine. Les affaires militaires étaient réglées par les gouverneurs, l'administration civile par les intendants et la justice par le tribunal royal. À côté des gouverneurs et des intendants fonctionnaient des conseils coloniaux et des chambres de commerce dont les membres étaient recrutés parmi les nobles sur place. Les règles de l'esclavage étaient codifiées par le Code noir, publié en 1685. Le système d'impôts, de taxes et de douane ressemblait également à celui de la mère patrie. Au gouvernement français la défense et l'administration des colonies représentaient toujours une dépense plus élevée que celle qui provenait de la recette des impôts, taxes et douane. En 1789, la recette totale provenant des colonies était de 7,1 millions de livres, tandis que les dépenses représentaient 17,9 millions de livres. Le déficit était néanmoins équilibré grâce à la recette douanière de l'exportation des produits coloniaux permettant de relancer le commerce extérieur français et de celle de l'argent de l'Amérique du Sud. À partir de la fin du 17^e siècle on a introduit dans le commerce intérieur des colonies la livre coloniale dont la valeur était de 30% inférieure par rapport à celle de la mère patrie. La monnaie en circulation était le sou vert et le denier frappés en cuivre ou en bronze. En Amérique Centrale, dans le trafic entre les colonies françaises et autres la piastre espagnole en argent et le réal étaient en circulation. La majeure partie de l'argent espagnol provenant du commerce avec les colonies espagnoles est arrivée en France.⁷

Au 18^e siècle, excepté la conquête provisoire aux Indes, déjà mentionnée, l'expansion coloniale s'est arrêtée, puis les Français devaient prendre la défensive. Après la guerre de succession d'Espagne, à cause de la suprématie maritime anglaise, la France n'a réussi de garder qu'une partie de ses colonies après avoir déployé de grands efforts. La défaite est survenue avec la guerre de sept ans. Conformément à la paix de Paris de 1763, la France a dû renoncer au Canada et à la Louisiane. Aux Indes, dans la région de Dekkan, elle a également perdu de son influence, et sur le sous-continent il ne lui restait que cinq dépôts de commerce (Chandernagor, Pondichéry, Mahé, Karikál, Yanaon).⁸

Le Canada et la Louisiane pouvaient être considérés comme des colonies prometteuses, mais au milieu du 18^e siècle, par rapport aux Antilles, elles n'avaient pas d'importance économique particulière pour la mère patrie, ainsi leur perte ne se ressentait pas trop fort dans le commerce extérieur français. Au milieu du 18^e siècle, le Canada a exporté des produits d'une valeur de 2,3-2,5 millions de livres (évidemment par l'intermédiaire de la mère patrie), et en gros, il en a importé autant. Environ 70% de l'exportation provenait de la fourrure. À côté de la fourrure, le Canada a exporté du blé et du poisson, pour la plupart vers les Antilles.⁹ Ainsi, la France, jusqu'à la

⁷ ZAY (1882): 6. MEYER - TARRADE - REY-GOLDZEIGUER - THOBIE (1991): 77. 157.

⁸ PIQUET (1931): 103.

⁹ POUSSOU - BONNICHON - HUETZ DE LEMPS (1998): 70-76.

guerre de sept ans, était l'un des commerçants les plus importants de fourrure. Le poids économique de l'autre colonie, la Louisiane, également aux territoires immenses et à peine habitée par des colons était encore plus faible que celui du Canada. Grâce aux dispositions naturelles, elle était apte à une économie de plantation et à une production alimentaire mixte également. Au milieu du siècle, elle vendait à la mère patrie de l'indigo, et aux Antilles du riz, du maïs, de la viande et du bois.¹⁰

Après les échecs, la politique française a changé de cap. Choiseul et Sartine, secrétaires d'état maritime, en profitant des possibilités limitées du pays, ont essayé d'ouvrir vers les mers et océans. Ils ont développé la flotte, ont introduit des réformes minimales aux colonies, ont encouragé l'immigration et ont tenté d'acquérir de nouvelles colonies. L'un des objectifs était la Guyane d'Amérique du Sud, l'autre Madagascar. Les tentatives n'ont abouti pourtant qu'à des résultats partiels.¹¹ Du premier empire colonial français, il ne restait que des îles de l'Amérique Centrale et des îles dans l'Océan Indien. Leur essor économique s'est produit justement au 18^e siècle. Donc, la France a perdu, d'une part, des territoires coloniaux importants et de l'influence également, d'autre part, elle pouvait garder la possession des îles dont le développement économique s'est avéré réussi.¹²

L'essor est venu de l'économie de plantation des Antilles, de l'île de Bourbon (Réunion), et de l'île de France (île Maurice) sur laquelle était basé le plus grand commerce des produits coloniaux de l'époque. Les dispositions géographiques des îles étaient favorables à des cultures comme celle de (canne à sucre, café, coton, indigo, cacao, tabac, bois tropicaux, épices) dont le débouché était largement assuré en Europe. Les îles françaises des Antilles (Saint-Domingue, Martinique, Guadeloupe etc.) avant 1670, étaient peuplées, pour la plupart, par des colons petits propriétaires possédant une exploitation familiale qui concluaient des contrats avec les compagnies de commerce pour l'achat de leur production. Leur produit le plus important était le tabac, mais ils cultivaient aussi du sucre, du coton, de l'indigo et du café. En 1681, 65% de la population de Saint-Domingue était constitué de colons blancs. Cependant pour le 18^e siècle le prix du tabac a diminué, et la demande pour les autres produits coloniaux s'est accrue. Parallèlement à ce phénomène, le commerce des esclaves s'est élargi. A partir de 1683, c'est par l'intermédiaire d'une concession d'état que l'on pouvait acquérir des propriétés. Les changements ont ruiné les petites propriétés et à leur place se sont installées de grandes exploitations de plantation.¹³

¹⁰ PLUCHON (1991): 361-368.

¹¹ DAUBIGNY (1892): 248.

¹² PLUCHON (1991): 297-298.

¹³ BANBUK (1935): 219.

Pour les expatriés, c'étaient des colonies de plantations qui représentaient le plus d'attrait. Entrepreneurs, nobles ruinés, artisans, cultivateurs et aventuriers également sont partis pour y tenter leur chance. Néanmoins, l'augmentation de la population des îles était fonction de l'arrivage des esclaves. En 1788, la superficie des colonies françaises représentait quelque 40 mille kilomètres carrés et leur population 800.132 personnes. De cette population, 73.816 de personnes étaient français (9,22%), 35.501 mulâtres ou esclaves affranchis (4,44%) et 690815 (86,34) étaient des esclaves. Plus que la moitié de la population coloniale vivait à Saint-Domingue, qui était à l'époque l'une des plus grandes îles, productrices de sucre.¹⁴

L'économie de plantation était une entreprise caractéristique du capitalisme naissant, basée sur les dispositions naturelles de la colonie, sur le capital provenant de France, sur la main-d'œuvre esclave africain et sur le débouché européen dont l'âme était le fameux commerce triangulaire (la France – les îles d'Amérique Centrale – le rivage ouest de l'Afrique). C'est la production de la canne à sucre qui exigeait la plus grande taille de terrain de production et le plus d'investissement. La taille moyenne d'une plantation était de 60 à 70 hectares à la Martinique, à Saint-Domingue, en revanche, elle mesurait de 100 à 200 hectares et il y fonctionnait une exploitation énorme de 1.500 hectares aussi. La plantation constituait un ensemble de bâtiments très particulier avec le palais du propriétaire, les bâtiments de ferme, avec les artisans mulâtres ou esclaves, responsables de l'entretien de l'exploitation et avec les cabanes des 100 à 300 esclaves. Une plantation était productive pendant 20 à 30 ans, après il fallait la replanter qui représentait un coût considérable. Il fallait planter les pieds de canne pendant la saison des pluies à l'aide d'une bêche indienne et les tailler régulièrement après. On coupait la canne deux fois par an. A la deuxième moitié du 18^e siècle, le type de canne créole a été remplacé par le type batave, venant des Indes et plus productif.¹⁵

Les compagnies de commerce n'achetaient pas la canne coupée, mais le sucre brut, par conséquent, il fallait construire moulins, distilleries, sécheries, dépôts. Il fallait mettre à tremper la canne coupée et ultérieurement la presser dans des moulins à cylindre qui fonctionnaient à l'eau ou à la force des bœufs. Après venait la cuisson et le séchage dont le résultat était le sucre brut. A l'origine, les colonies n'étaient autorisées de produire que du sucre brut, mais à partir des années 1720, ils pouvaient construire des raffineries. Dans l'espoir d'un profit plus élevé, les raffineries commençaient à se répandre, pourtant la majeure partie de la capacité est restée dans la mère patrie, dans les villes comme Bordeaux, La Rochelle, Orléans, Marseille etc. En 1720, à Saint-Domingue, seulement 6 à 7 % du sucre brut était raffiné sur place, mais

¹⁴ MEYER – TARRADE- REY-GOLDZEIGUER - THOBIE (1991): 101 -102.

¹⁵ BANBUK (1935): 245.

en 1789, déjà 33%. Donc, la plupart des plantations de sucre étaient une entreprise agricole et une manufacture. Pour le propriétaire et son intendant, il valait mieux de s'y connaître dans la production des plantes, mais aussi dans la fabrication du sucre et dans le commerce.¹⁶

A la plantation, y compris la valeur des esclaves, se concentrait un capital considérable. Il n'était pas rare de trouver des plantations à valeur de 1-2 millions de livres, équivalent d'une propriété de noblesse ou bourgeoise à la mère patrie. La terre elle-même ne représentait que le tiers environ de la valeur totale de la plantation, le reste venait de celle des bâtiments, de l'équipement de fabrication de sucre et des esclaves.

A Saint-Domingue, au milieu du 18^e siècle, la valeur marchande de la plantation La Barre était de 432 mille livres qui se répartissaient de la manière suivante: le terrain de 130 hectares représentait 120 mille livres, les bâtiments et les équipements de fabrication 65 milles, les esclaves 207 mille et les animaux de ferme 40 mille livres. La valeur totale de la plantation de 300 hectares de Foäche de Jean Rabel était de 3,45 millions de livres. De cette valeur totale, la terre valait 1 million, les bâtiments et les équipements 850 mille et les 512 esclaves 1,6 millions de livres.¹⁷

L'exploitation fonctionnait d'après le principe du profit. La recette brute était élevée, mais les dépenses également. Les îles de plantation devaient avoir recours à l'importation, pas seulement dans le domaine des produits manufacturés, mais aussi dans celui des animaux de ferme et d'une partie des produits alimentaires. Uniquement des esclaves étaient disponibles sur place. Les produits manufacturés étaient exclusivement de provenance de la mère patrie, tandis que les produits alimentaires sont arrivés des colonies proches, anglaises ou espagnoles, du Canada et de la Louisiane, par l'intermédiaire des commerçants français. Pour l'alimentation des esclaves, on cultivait du manioc, des patates douces, du chou des Caraïbes, du riz, du maïs, des haricots et des bananes. Cependant l'offre locale n'était jamais suffisante pour le ravitaillement, et c'était pareil dans le cas de la production de viande également. Le gouvernement français essayait de remédier à cette situation et augmenter la production alimentaire par des avantages fiscaux. Le blé et le vin, présents sur la table de la population blanche venaient, sans exception, de la mère patrie. L'approvisionnement n'était pourtant pas sans problème, les prix augmentaient considérablement, aboutissant à une pénurie.¹⁸

Originellement, les colonies n'étaient autorisées de faire commerce qu'avec certaines compagnies et maisons de la mère patrie. Même dans le cas des rapports commerciaux avec les colonies espagnole, anglaise,

¹⁶ POUSSOU - BONNICHON - HUETZ DE LEMPS (1998): 118.

¹⁷ Ibid, 115.

¹⁸ *Réponses...*(1789): 6 -7.

hollandaise, portugaise se trouvant en Amérique, elles ne pouvaient le faire que par l'intermédiaire des Français. Néanmoins, l'essor du 18^e siècle et les guerres coloniales ont entamé ce système rigide. La flotte commerciale de la France n'arrivait pas, à elle seule, d'assurer le trafic, les guerres rendant la situation encore plus difficile.

Au 18^e siècle, à cause des difficultés du commerce colonial des oppositions se sont créées entre les colons blancs et la mère patrie, les premiers encourageaient l'introduction du libre commerce. La première faille dans ce système mercantile sévère s'est produite en 1727 lorsque le gouvernement français a autorisé le commerce direct avec certaines colonies espagnoles et nord-américaines, surtout pour se procurer de produits alimentaires. Un changement plus important est survenu après la guerre de sept ans. A partir de l'année 1767, plusieurs ports des colonies (Carénage sur l'île Sainte-Lucie, Môle sur Saint-Nicolas, Port-au-Prince et Les Cayes sur Saint-Domingue, Saint-Pierre à la Martinique, Pointe-à-Pitre à Guadeloupe, Soarborough sur Tobagon) ont reçu une autorisation définitive pour le commerce direct, laquelle améliorait l'approvisionnement et la circulation des produits coloniaux.¹⁹

La rentabilité des plantations de l'Amérique Centrale dépendait de plusieurs facteurs: du niveau de l'économie, des conditions météorologiques (zone des tempêtes tropicales), du prix européen des produits provenant des plantations et des conditions de l'acquisition des esclaves de l'Afrique occidentale. Selon les approximations de l'époque, dans les conditions moyennes la valeur de rendement net d'une plantation, par rapport à sa valeur, était de 5 à 10%, ou de 12 à 14% dans le cas des manufactures de sucre. Plus le degré de transformation du produit colonial était élevé, plus les commerçants payaient pour. En 1788, de la population blanche de 27 mille personnes il y avait à peu près 5 mille propriétaires de grandes plantations („gros blancs"). Le revenu d'une douzaine d'entre eux soutenait la comparaison avec celui des aristocrates français. Une plantation à valeur d'un million de livres rapportait 50 mille livres par an à son propriétaire. Un revenu pareil, pouvait assurer un mode de vie d'aristocrate, même à Paris. Une partie des propriétaires de plantations enrichis, à un âge avancé, s'est rapatriée en France, laissant son exploitation à la génération future, avait acheté des châteaux et des propriétés pour occuper ou reprendre sa place parmi les nobles.²⁰

La monoculture ne signifiait pas littéralement qu'une plantation ne produisait qu'une seule plante. La majeure partie de la terre servait à la culture du sucre, mais il restait de la place pour cultiver du café, du coton, de l'indigo et du cacao. C'est le cacao qui occupait le dernier rang dans cette série puisque son arbuste était très fragile, il demandait beaucoup de soin,

¹⁹ MEYER -TARRADE -REY-GOLDZEIGUER - THOBIE (1991): 253 -255.

²⁰ POUSSOU - BONNICHON - HUETZ DE LEMPS (1998): 122 - 123.

ainsi on ne pouvait le cultiver qu'en faisant appel à une main-d'œuvre libre (esclave affranchi, mulâtre). Sur de nombreuses plantations, on acclimatait deux ou trois cultures, pour pouvoir suivre les prix du marché européen, en modifiant la structure de la production en cas de besoin. Les cinq produits coloniaux, les plus importants étaient le sucre, le café, le coton, l'indigo, le cacao, en 1765, le sucre en représentait 83% et le café 12,5%. En l'année 1788, la proportion du sucre était de 70% et celle du café de 26,6%.²¹

Le sucre était donc toujours prioritaire, néanmoins, dans la deuxième moitié du 18^e siècle, sa proportion a baissé au profit du café de la manière que le volume de la production s'est accru, mais à l'intérieur de cet accroissement l'expansion du café était plus rapide, surtout entre 1740-1770, période où son prix a presque doublé. En revanche, au milieu des années 1770 est survenue une brève crise de surproduction. En 1740, aux colonies françaises on produisait seulement 4.500 tonnes de café, tandis qu'en 1787 déjà 38.000 tonnes. En 1740, aux Antilles, le prix du café était 1 livre, et en 1770 2 livres, en revanche, en 1775 il ne coûtait que 0,5 livre. En France, son prix de vente en gros était de 60 à 70 % plus élevé que le prix d'achat aux colonies. Au cas où la France a exporté son surplus de sucre ou de café en Europe, le prix était encore plus élevé. A Paris, en 1789, le prix du sucre et du café était à peu près le même, le prix en gros du sucre était 2 livres 8 sous et celui du café 2 livres 10 sous. Les prix reflétaient peu le fait que le coût de production du café était moins important que celui du sucre.²²

Le rôle économique des deux îles de l'Océan Indien était pareil à celui des îles de l'Amérique Centrale, le régime de plantation est devenu déterminant vers le milieu du 18^e siècle parallèlement avec la production alimentaire. Les deux îles avaient pour tâche d'alimenter des navires français faisant commerce en Asie, ainsi la production du riz, des pommes de terre et du maïs s'est également répandue. A partir des années 1770 la production de la vanille, du cannellier et celle d'autres épices a pris un essor. Pour la fin du 18^e siècle, les deux petites îles se sont peuplées. En 1788, sur l'île Bourbon vivaient 56.406 personnes dont 8.182 (14,5%) étaient français, 1.029 (1,8%) mulâtres et esclaves affranchis et 47.195 (83,7%) esclaves. L'Ile de France avait 44.828 habitants dont 4.457 (9,9%) étaient des colons français, 2.457 (5,5%) des mulâtres et esclaves affranchis et 37.915 (84,6%) des esclaves. L'acquisition des esclaves se faisait du rivage est de l'Afrique.²³

L'économie de plantation exigeait beaucoup de travail. Pour cultiver des terrains plus grands à la production, il fallait augmenter le nombre de la main-d'œuvre que les colons ont résolu par l'acquisition des esclaves provenant de l'Afrique. Durant la période, entre le milieu du 17^e et la fin du

²¹ MEYER -TARRADE - REY-GODZEIGUER - THOBIE (1991): 245.

²² POUSSOU - BONNICHON - HUETZ DE LEMPS (1998): 117.

²³ PLUCHON (1991): 516. MEYER -TARRADE - REY-GOLDZEIGUER - THOBIE (1991): 102.

18 e siècle, on a transféré environ 2 millions d'esclaves aux colonies. Après l'Angleterre et le Portugal, la France était le troisième pourvoyeur d'esclaves. 45% des esclaves travaillaient aux plantations de sucre, 18% à la production de café et également 18% travaillaient comme domestique. Le 19% restant était réparti dans les autres secteurs. Aux colonies, la main-d'œuvre ne s'est reproduite que partiellement puisque la proportion des femmes était basse. Cette particularité caractérisait la population blanche également, car parmi les immigrés les hommes étaient en supériorité. Le taux de mortalité des esclaves (80-100%) était deux ou trois fois plus élevée que celle de la population blanche.²⁴ Annuellement, on était contraint de remplacer, en moyenne, 10% de la main-d'œuvre. Dans le cas où la plantation était dans une phase d'augmentation, la proportion de la main-d'œuvre récemment recrutée était plus élevée. Entre 1707 et 1793 80% du marché des esclaves étaient assurés par quatre ports français parmi lesquels Nantes avait la plus grande part (Nantes 43%, La Rochelle 13%, Le Havre 12%, Bordeaux 12%). Les compagnies de commerce françaises n'étaient pas en mesure d'assurer la demande des colonies en main-d'œuvre, ainsi la France achetait des esclaves des Anglais des Hollandais également.²⁵

Un tour de commerce triangulaire demandait presque une année et demie. Les commerçants arrivant au rivage ouest de l'Afrique, avaient plusieurs méthodes pour acquérir des esclaves. Dans la plupart des cas, ils les achetaient de la part des royaumes de l'Afrique occidentale pour du lainage des Indes, des armes à feu, des produits manufacturés, de l'alcool provenant des Antilles et pour des pacotilles. L'autre méthode consistait à engager des mercenaires qui faisaient main basse sur des membres des tribus côtières pour avoir l'effectif nécessaire. Au début du 18^e siècle, la majeure partie des esclaves provenaient de Bénin, de la Côte d'Ivoire, de Sénégal et de Gambie. A la fin du 18^e siècle, c'est l'Angola, plus au sud, qui est devenu le centre des acquisitions, fait qui allongeait le voyage en bateau, c'est-à-dire les frais.²⁶

Le voyage à partir de l'Afrique durait plus de deux mois. Un bateau transportait de 40 à 50 esclaves qu'il fallait nourrir de haricot, de riz, de poisson séché et de bananes. Bien que l'alimentation ait été relativement normale, 10-15% des esclaves ont péri durant le voyage. La plupart des esclaves ont été transportés sur commande, mais la vente aux enchères était également un procédé connu. Tout au long du 18^e siècle, le prix des esclaves augmentait progressivement à cause de la demande accrue et de l'augmentation du prix de l'acquisition. Dans les années 1780, aux Antilles, un esclave coûtait en moyenne 2.000 livres, tandis qu'au début du siècle il en coûtait seulement la moitié. Les scientifiques ont des difficultés à évaluer

²⁴ *Réponses...* (1789): 25.

²⁵ RAYNAL (1787): 227. PIQUET (1931): 206.

²⁶ MEYER -TARRADE - REY-GOLDZEIGUER - THOBIE (1991): 147 -148.

le bénéfice net des marchands d'esclaves qui ne pouvait que rarement dépasser les 5-6%. La productivité du travail des esclaves ne peut être quantifiée par un seul chiffre constant, puisque le prix des produits alimentaires aux colonies et celui des produits coloniaux également montraient des fluctuations. Dans les années 1780, le coût annuel, en moyenne, d'un esclave était de 200 livres, qui représentait 10% de son prix. Les produits alimentaires coûtaient relativement cher aux colonies, mais on ne pouvait pas en restreindre la consommation, puisque cela pouvait entraîner la diminution de la productivité de la main-d'œuvre. Nous n'avons pas de données concernant le prix du sucre, produit le plus important, par contre, nous connaissons celui du café. Un esclave produisait environ 500 kilogrammes de café. Dans le cas où un kg de café était racheté pour 1 livre, un esclave rapportait 300 livres de bénéfice à son propriétaire, ne prenant pas en considération les autres dépenses de la production.²⁷

Aux colonies, il était rare que les affaires se soient conclues en argent liquide. A sa place s'est répandue la lettre de changes, l'opération de crédit mutuelle. La lettre de changes est devenue un instrument efficace du capitalisme du commerce pour assurer le trafic des affaires. Dans la deuxième moitié du 18^e siècle, aux colonies plus importantes des banques d'escompte ont ouvert leur porte. La livre était considérée comme monnaie de compte indifféremment du type d'affaires conclues. Les marchands d'esclaves sont rentrés en France avec des produits coloniaux, mais il est à remarquer que la majeure partie de ces articles sont arrivés en dehors du commerce triangulaire. D'une part, la capacité de la flotte transportant les esclaves n'était pas suffisante à cet objectif, d'autre part, la France transportait des produits industriels, de la farine et d'autres articles à ses colonies, d'où, ces mêmes bateaux devaient rapporter des produits provenant de l'économie de plantation. Dans les années 1780, de 780 à 800 bateaux ont fait l'aller-retour entre la France et les colonies, ou entre la mère-patrie, l'Afrique et les colonies.²⁸

La France, au début du 18^e siècle, après l'Angleterre, la Hollande et le Portugal, était seulement l'un des producteurs et distributeurs des produits coloniaux. Dans les années 1780, provisoirement, elle est devenue le plus important parmi eux. Aux colonies anglaises des Antilles on distribuait 89.000 tonnes de sucre et 1.600 tonnes de café, tandis qu'aux Antilles françaises, 100.000 tonnes de sucre et 38.000 tonnes de café. La production de l'indigo et celle du cacao était également un peu plus importante chez les Français. C'est seulement dans le cas du coton que l'on peut constater une production à peu près égale (6.000 tonnes). Cependant, les colonies de plantations, pour la fin des années 1780, sont arrivées au sommet de leur capacité puisqu'il leur

²⁷ PEYTRAUDE (1897): 113. 126.

²⁸ POUSSOU - BONNICHON - HUETZ DE LEMPS (1998): 116 - 117.

manquait de terrains convenables à la production. En revanche, les possibilités d'élargissement étaient offertes pour les colonies anglaises.²⁹

Le bénéfice de l'économie coloniale, par le biais du commerce, est arrivé, pour la plupart, en France, où il avait donné un élan au commerce extérieur et en avait modifié la structure. L'histoire a pu reconstituer le montant de ce trafic d'après les données recueillies dans le Bureau du Bilan Commercial. En 1726, le chiffre d'affaires du commerce extérieur français était de 215 millions de livres (chiffre arrondi) dont 118 millions représentaient l'exportation et 97 millions l'importation. En 1787, le chiffre d'affaires du commerce représentait 1.192 millions de livres, c'est-à-dire 5,5 fois de plus qu'au début du siècle. De ce chiffre, l'exportation représentait 542 millions de livres et l'importation 650 millions. Cette augmentation dynamique était nourrie par le commerce extérieur mené avec le monde à l'extérieur de l'Europe, surtout avec des colonies, dont l'agrandissement pouvait être multiplié par 9,9.³⁰

En 1716, le commerce extérieur de la France avec le monde en dehors de l'Europe était 28%, tandis qu'en 1781 c'était 51%. Dans les années 1780, le bilan du commerce de la France avec l'Europe n'était positif que grâce à l'exportation des produits coloniaux. D'après leur valeur, elle ne consommait que 28% de ses produits coloniaux, 72% ont trouvé acheteurs en majorité en Europe (Scandinavie, Empire Romain-Germanique, Russie, Italie, Hollande etc.).³¹ D'après les données quantitatives, la consommation intérieure était beaucoup plus élevée, puisque les produits coloniaux provenant des colonies françaises étaient distribués moins cher en France qu'en Europe.³² En 1787, la France a importé des états d'Europe, sans compter des produits coloniaux, des articles d'une valeur de 342 millions de livres, tandis que la valeur de son exportation (produits industriels, produits semi-manufacturés, vin etc.) représentait seulement 242 millions de livres. Le commerce extérieur français était déficitaire surtout par rapport à l'Angleterre, d'où elle achetait plus de produits industriels qu'elle n'en vendait, mais quant aux produits coloniaux, elle en exportait très peu, essentiellement du coton.³³ La structure du commerce extérieur anglais était plus moderne que celle du commerce extérieur français. En dépit de la grande quantité des produits coloniaux, les produits industriels représentaient la part la plus importante, tandis que dans la structure de l'exportation française la première place revenait aux produits coloniaux, les produits industriels arrivaient en deuxième position.³⁴

Le déficit de presque 100 millions de livres vers l'Europe était

²⁹ POUSSOU – BONNICHON – HUETZ DE LEMPS (1998) : 137.

³⁰ LEVASSEUR (1911): 511 – 518.

³¹ ARNOULD (1791): 11.

³² TOLOZAN (1789): 58 -59.

³³ CHAPTAL (1819): 134 -135.

³⁴ CROUZET (1966): 265.

suffisamment équilibré par l'exportation de valeur de 156 millions de livres environ des produits coloniaux, ainsi le bilan était positif. Avec l'essor du commerce colonial, en ne prenant en considération que des chiffres, le commerce extérieur français en entier est devenu déficitaire. En 1787, ce déficit montait à 108 millions de livres, dû au fait que la France importait des produits des colonies d'une valeur au moins deux fois plus élevée que celle de l'exportation. Cependant le commerce n'était pas paritaire, les colonies étaient des annexes des mères-patries du point de vue économique et politique. Le déficit n'a pas pompé l'argent, tout au contraire, il enrichissait la France par la distribution des produits coloniaux.³⁵ A l'époque, la notion du produit intérieur brut n'était pas encore connue. Néanmoins, on établissait déjà des approximations sous l'influence d'une vision physiocrate („*revenu national*”) d'après la valeur des biens produits par an. Selon les approximations de J.-F. Tolozan, écrivain-économiste, dans les années 1780, „ *le revenu national*” de France était 3 milliards de livres auquel les colonies ont contribué par 200 millions de livres.³⁶ Ceci n'était pas une proportion négligeable, surtout si l'on prend en considération l'influence exercée sur l'économie en entier.

En 1787, 41% du commerce avec les colonies passaient par Bordeaux, 18,5% par Marseille, 18% par Le Havre, 15% par Nantes. 6,7% de ce commerce était réparti entre quinze petits ports.³⁷ A partir de 1717, les grandes villes portuaires bénéficiaient de privilèges dans le commerce colonial. Dans le cas où, pendant toute une année, la vente de ces produits ne se réalisait pas seulement sur le marché national, elles devenaient exemptes de douane. Ceci contribuait au développement du commerce extérieur.³⁸ Le rôle privilégié de Bordeaux est dû à ses relations commerciales étendues et à sa disposition géographique. Il était l'un des plus grands centres du commerce du vin en Europe. Ses traditions commerciales et ses relations complexes en Europe avaient contribué à la bonne distribution des produits coloniaux également. En aval, sur la Garonne, Bordeaux pouvait se procurer de marchandises dont les colonies avaient besoin.³⁹

Selon la formule de G. Daudin, le commerce extérieur était „*le cœur de la croissance économique*”. Une période brève de l'histoire de l'économie française, la deuxième moitié du 18^e siècle était celle où le commerce extérieur français, calculé d'après sa valeur, se trouvait au sommet du commerce mondial.⁴⁰ A l'intérieur du commerce extérieur, l'essor du commerce des colonies a réussi à relancer la production industrielle, rendre

³⁵ LEVASSEUR (1911): 457.

³⁶ TOLOZAN (1789): 63 - 64

³⁷ DAUDIN (2005): 213 - 215

³⁸ BUTEL (1989): 143 - 144.

³⁹ POUSSOU - BONNICHON - HUETZ DE LEMPS (1998): 130.

⁴⁰ DAUDIN (2005): 11.

l'économie plus ouverte, inciter l'esprit de l'entreprise et permettre l'augmentation de la consommation des produits coloniaux. En 1787, 32% de l'exportation de l'industrie des manufactures et artisanale, 40% des produits alimentaires (excepté les boissons) sont arrivés aux colonies et en Amérique du Nord.⁴¹ Le sucre brut servait le raffinement du sucre français, le coton bon marché le développement de l'industrie textile. L'économie des ports importants dans les colonies, déjà mentionnés a pris également un essor, leur population, au cours du 18^e siècle, a augmenté d'environ 90%, et cette augmentation dépassait la moyenne des villes françaises (60%).⁴² Le sucre et le café, à la deuxième moitié du 18^e siècle, sont devenus des produits de consommation courante parmi les milieux aisés des grandes villes. Selon l'approximation du chimiste célèbre de l'époque, Lavoisier, dans les années 1780, dans le Paris de 600 mille habitants, la consommation annuelle d'une personne était 5 kg de sucre et 2 kg de café.⁴³ Les cafés sont devenus des endroits privilégiés de la vie sociale. Dans les années 1780, à la capitale française on comptait entre 700-800 cafés.⁴⁴

Pendant la Révolution et les guerres napoléoniennes le régime colonial français s'est provisoirement désagrégé. En 1791 à Saint-Domingue une révolte d'esclaves a éclaté, en 1793, les Anglais ont occupé l'île et ne se sont retirés qu'en 1798. En 1794, la Convention a aboli l'esclavage ce qui a conduit à la crise de l'économie de plantation.

Napoléon, en 1802, a cependant rétabli l'esclavage dans les colonies, mais il ne restait presque pas de colonies à cette date. En 1803, la colonie la plus importante du point de vue économique, Saint-Domingue, est devenue pays indépendant sous le nom de Haïti. Le blocus maritime anglais a mis en désordre le commerce colonial français, ainsi en 1810, l'Angleterre a occupé le reste des colonies françaises. En vertu de la paix de 1814, la France a pu reprendre seulement cinq îles: la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, Sénégal, île Bourbon (Réunion) et cinq dépôts de commerce indiens. Son commerce colonial ne s'est consolidé que dans les années 1820.⁴⁵

Bibliographie

ARNOULD, Ambroise-Marie: *De la balance du commerce et des relations commerciales extérieures de la France dans toutes les parties du globe, particulièrement à la fin du règne de Louis XIV, et au moment de la Révolution*. T. 3, 1791.

BANBUK, Cabuzel-Andréa: *Histoire politique, économique et sociale de la Martinique sous L'Ancien Régime*. Paris, 1935.

⁴¹ LEVASSEUR (1911): 457 – 459.

⁴² LE ROY LADURIE (1981): 297.

⁴³ LAVOISIER (1988): 140 – 145.

⁴⁴ FRANKLIN (1893): 255.

⁴⁵ PIQUET (1931): 25 – 31. GUILLON (1892): 110 – 116.

BUTEL, Paul: *Le négoce international en France au XVIII^e siècle*. IN: *Le négoce international, XIII^e – XX^e siècle*. Sous la direction de François CROUZET. Paris, 1989. 139 – 152.

CHAPTAL, Jean-Antoine: *De l'industrie françois*. T. I, Paris, 1819.

CROUZET, François: *Angleterre et France au XVIII^e siècle: essai d'analyse comparée de deux croissances économiques*. *Annales E.S. C 2* (1966) 254 – 291.

DAUBIGNY, Eugène Théodore: *Choiseul et la France d'outre-mer après le traité de Paris: étude sur la politique coloniale au XVIII^e siècle*. Paris, 1892.

DAUDIN, Guillaume: *Commerce et prospérité, la France au XVIII^e siècle*. Paris, 2005.

FRANKLIN, Alfred: *La vie privée d'autrefois: arts et métiers, modes, mœurs, usages de Parisien du XII^e au XVIII^e siècle*. Paris, 1893.

GUILLON, Edouard: *Histoire des colonies françaises*. Paris, 1892.

LAVOISIER, Antoine-Laurent de: *Résultats extraits d'un ouvrage intitulé de la richesse territoriale du Royaume de France (1791)*. Textes et documents présentés par Jean-Claude PERROT. Paris, 1988.

LE ROY LADURIE, Emmanuel: *Baroque et Lumières*. In: *Histoire de la France urbaine*. T. 3, *La ville classique de la Renaissance aux Révolutions*. Sous la direction de Georges DUBY. Paris, 1981. 288 – 535.

LEVASSEUR, Émile: *Histoire du commerce de la France*. Première partie: avant 1789. Paris, 1911.

MEYER, Jean – TARRADE, Jean – REY-GOLDZEIGER, Annie – THOBIE, Jacques: *Histoire de la France coloniale. Des origines à 1914*. Paris, 1991.

PEYTRAUDE, Lucien: *L'esclavage aux Antilles françaises avant 1789*. Paris, 1897.

PIQUET, Victor: *Histoire des colonies françaises*. Paris, 1931.

PLUCHON, Pierre: *Histoire de la colonisation française*. T. I, *Le premier empire colonial. Des origines à la Restauration*. Paris, 1991.

POUSSOU, Jean-Pierre – BONNICHON, Philippe – HUETZ DE LEMPS, Xavier: *Espaces coloniaux et espaces maritimes au XVIII^e siècle. Les deux Amériques et Pacifique*. Paris, 1998.

RAYNAL, Guillaume-Thomas: *Histoire philosophique et politique des isles françaises dans l'Indes occidentales*. Lausanne, 1787.

Réponses des députés des manufactures et du commerce de France aux motions de MM. De Cocherel et de Raynaud, députés de l'isle de St. Domingue à l'Assemblée nationale. Versailles, 1789.

TOLOZAN, Jean-François de: *Mémoire sur le commerce de la France et de ses colonies*. Paris, 1789.

ZAY, Ernest: *Histoire monétaire des colonies françaises: d'après les documents officiels*. Paris, 1882.